



Union des Comores

UNION DES COMORES

Unité- Solidarité- Développement

MINISTRE DE LA DEFENSE, DE L'INFORMATION ET DE L'INTERIEUR



Union des Comores

Projet : « REFORME DU SECTEUR DE LA SECURITE EN UNION DES COMORES »

REF-SEC Projet N°00073453

FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX (FCP) Rapport de mise à jour trimestriel

Période couvert (Trimestre)	Octobre- Décembre 2011
Numéro du projet et le titre du projet	PBF/COM/B-1 (MPTF Office ID00073336): Réforme du secteur de la sécurité en Union des Comores
Agence bénéficiaire:	PNUD
Partenaires d'exécution (Agence Gouvernementale, Agences NU, Organisations de la Société Civile)	<ul style="list-style-type: none">- Cabinet du Président de la République en charge de la Défense- Armée Nationale de Développement
Date d'approbation par le Comité de Pilotage:	2 novembre 2009
Budget total alloué	1 900 000 US\$

Fonds engagés du budget total alloué¹	1 491 930 US\$	% de fonds engagés / budget total alloué :	78,52 %
Fonds dépensés² du budget total alloué:	1 286 246,59 US\$	% de fonds dépensés / budget total alloué :	67,69 %
Date de clôture prévue:	31 mars 2012	Eventuel retard	3 mois
Domaine d'investissement : Résultats stratégiques (effets sectoriels): Indicateurs pour mesurer les effets		Domaine de priorité d'investissement : Résultat stratégique (Cadre stratégique du FCP) : Sécurité et stabilité	<u>PMP</u> : Résultat 1 Indicateur : 1.1

Objectif global (Effet global) par rapport aux indicateurs de résultats:	Réalisations accomplies par rapport aux résultats attendus:	Contraintes par rapport aux résultats attendus et à l'objectif global du projet
Objectif ou Effet global : Maintenance de la sécurité dans l'ensemble de territoire par la performance et renforcement des capacités des forces nationales de la sécurité Indicateurs de résultats : - Une vision, une politique et une stratégie nationale de réforme du secteur de la	Résultat attendu 1 : La gouvernance de la sécurité est renforcée Réalisations accomplies : <ul style="list-style-type: none"> Les autorités politiques ont effectivement intégré la question de la gouvernance sécuritaire dans les priorités du gouvernement. Ce faisant, il a été jugé nécessaire de mettre en place une commission de défense en guise de prélude de l'élaboration de la politique nationale de sécurité. Ce comité sectoriel a travaillé sur la révision et la mise à jour des textes régissant l'AND. Un premier draft du rapport a été remis au Président de la République le 20 décembre 	Contrainte(s) : 1- <i>Adoption tardive du PTA 2011 par le Comité de pilotage (mai 2011), alors que clôture du projet prévue en mars 2012 ;</i> 2- Contraintes budgétaires. 3- Lourdeur du service des opérations 4- Changement à la tête de la DNPE Solution(s) Proposée(s) : 1. L'établissement d'un réseau des partenaires au développement,

¹ Fonds engagés sont définis comme des contrats légaux pour des services, des travaux tels que régis par les procédures et régulations financières des agences

² Paiement (services, travaux) sur les engagements

<p>sécurité et de la justice adoptées</p>	<p>dernier.</p> <ul style="list-style-type: none"> • La proposition de décret pour la mise en place de la commission pour l'élaboration de la Politique Nationale de sécurité a été discuté en conseil de ministres et présentée au Président pour signature et application. • Pour mieux cadrer le processus et prendre en compte tous les acteurs opérant dans le domaine de sécurité, une mission de l'UNREC est venue nous apporter son appui dans l'élaboration de la Politique Nationale de Sécurité du 19 au 26 décembre 2011. Un rapport préliminaire de la mission sera remis au début du mois de janvier. Le rapport final avec l'ébauche de la Politique Nationale de sécurité devra être transmis par l'UNREC à la fin du mois de janvier. 	<p>composé des principaux bailleurs de fonds (PNUD, France, Chine ... etc) pour une meilleure synergie des interventions afin d'obtenir un effet catalytique</p> <ol style="list-style-type: none"> 2. <i>Renforcement du climat de synergie entre les différents corps</i> 3. Consolidation de l'harmonisation des missions des différents services impliqués dans la sécurité, comme première étape du processus.
<p>- Nombre des casernes et des dépôts d'armes réhabilités et sécurisés à Mohéli, Anjouan, Grande Comores</p>	<p>Résultat attendu 2 : La prolifération des armes à feu est prévenue et contrôlée par la sécurisation des infrastructures militaires et les dépôts d'armes</p> <p>Réalisations accomplies :</p> <ul style="list-style-type: none"> • A la suite de la contre expertise des évaluations quantitatives effectuée dans les casernes de 3 îles, un arbitrage budgétaire s'est imposé à l'issue de laquelle, le marché vient d'être attribué pour ce qui concerne la sécurisation et la réhabilitation des armureries de Kandani. Quant à la caserne de la Gendarmerie d'Anjouan et de la FCD de Mohéli, le 	

	processus d'acquisition du marché est en cours.	
<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de programmes de formation créés et effectif du personnel formé selon la catégorie professionnelle - Création et redéploiement des unités pour une meilleure couverture nationale 	<p><u>Résultat attendu 3 :</u></p> <p>Les compétences techniques et l'esprit républicain des forces de sécurité sont renforcés pour la consolidation de la paix</p> <p><u>Réalisations accomplies :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Suite à la série d'ateliers de formation sur les droits de l'homme et la consolidation de la paix, il a été relevé un accroissement significatif de l'esprit républicain des éléments de l'AND (FCD et Gendarmerie) et une prise en compte effective du contrôle démocratique parmi les orientations primordiales non seulement de la Politique Nationale de Sécurité mais aussi de l'action des autorités politiques et militaires dans la gouvernance sécuritaire.</i> • <i>De même, la réconciliation entre certaines familles des soldats de l'AND et certains éléments de l'AND et des ex-FGA se consolide significativement.</i> • <i>De plus, l'harmonie, la synergie et le partage de l'information entre l'état-major, le Cabinet Militaire et les différents corps de l'AND sont nettement renforcés. C'est ainsi qu'une mission conjointe composé des hauts officiers de l'AND et dirigeants de la DNDPE a été effectuée à Anjouan pour recueillir des avis sur les enjeux, les défis et les menaces possibles de la paix et la sécurité dans l'île dans une perspective de prélude de l'élaboration de la politique nationale de sécurité.</i> • Tous les travaux des gros œuvres sont 	

	achevés tant au niveau de l'ENFAG qu'au Service de Santé Militaire. Les deux chantiers sont dans la phase des finitions. Ce qui a permis à certains des entrepreneurs de percevoir la deuxième tranche de leur rémunération. .	
- Une coordination efficace entre les différentes forces de sécurité aux Comores	<p>Résultat attendu 4 : L'organisation et l'analyse de l'information relative à la sécurité est améliorée au sein de la DNDPE</p> <p>Réalisations accomplies :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Processus d'attribution du marché pour la réhabilitation des locaux et autres infrastructures abritant la DNDPE en cours ; • Elaboration des TDR pour le recrutement d'un consultant national pour le traitement de l'information et la création d'une base de données ; 	
Création de Garde côtière	<p>Résultat attendu 5 : Une Unité de Surveillance des frontières et de la sécurité civile (USFSC) est créée</p> <p>Réalisations accomplies :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Synergie d'action entre <ol style="list-style-type: none"> 1- Le projet RSS 2- Les Chinois en équipement, mobiliers et immobiliers . 3- Les USA en formation et équipement 	
<p>Réalisations accomplies par rapport aux prévisions avec référence aux indicateurs des résultats stratégiques (effets sectoriels)</p> <p><i>Note :</i></p> <p>- Expliquez brièvement (4 to 5 constats au maximum) dans quelle mesure la performance du projet de 'livrer les produits attendus' contribue aux résultats du PMP ? La contribution de ce projet à l'objectif global du PMP se fait à travers : (1) le renforcement des capacités institutionnelles et infrastructurelles des forces de sécurité; (2) l'implication effective de</p>		

la partie nationale dans la mise en œuvre des activités du projet, l'engagement, avec notamment, l'apport du gouvernement en ressources humaines, dans le cadre des formations, consultations et réflexions réalisées ; (3) les consultations en cours en vue de l'élaboration d'un plan de sécurité.

- Qu'est ce qui a été prévu d'atteindre en fin 2011, et qu'est ce qui a été réalisé mi-parcours?

L'objectif global du projet ne pourra être atteint fin 2011, cependant des avancées peuvent être constatées avec les actions en cours :

- Les chantiers de construction de l'ENFAG et du Service de Santé Militaire en phase de finalisation ;
- La formation des formateurs des officiers de la FCD et de la Gendarmerie ;
- L'acquisition du matériel roulant, informatique et de communication ;
- Le projet de décret portant mise en place du Comité National sur l'élaboration de la politique nationale de sécurité est en phase de signature ;
- L'appui institutionnel à l'Unité Maritime.

- Donnez des bonnes et des mauvais exemples de vos pratiques des projets?

L'évaluation du projet qui devrait avoir lieu en octobre 2011 pourra tirer les conclusions sur ces aspects, mais d'ores et déjà, on peut constater certains bons exemples, tels que :

- L'établissement d'un partenariat franc avec la partie nationale ;
- La synergie d'action avec les autres projets tels que les projets APROJEC, DDR, Cohésion Sociale et environnement;
- Le rapprochement entre els civils et les militaires, grâce au renforcement des relations civilo-militaires à travers notamment l'appui au Service de Santé militaire, ou encore l'implication des militaires dans des actions de reboisement ;
- L'adoption d'une démarche participative et inclusive.

- Comment vous allez améliorer la performance des projets d'atteindre les résultats escomptes?

Finaliser tous les gros œuvres des activités génie civile (en particulier constructions/réhabilitations) et mettre l'accent sur l'élaboration de la politique nationale de sécurité, l'intégration effective du contrôle démocratique dans la sphère de la défense et sécurité.